



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 77.862/4
du 14 juillet 2025

advies 77.862/4
van 14 juli 2025

sur

over

un avant-projet d'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale 'modifiant l'ordonnance du 26 juillet 2013 transposant la directive 2011/16/UE du Conseil du 15 février 2011 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal et abrogeant la directive 77/799/CEE, en vue de la transposition partielle de la directive 2023/2226/UE du Conseil du 17 octobre 2023 modifiant la directive 2011/16/UE relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal'

een voorontwerp van ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest 'tot wijziging van de ordonnantie van 26 juli 2013 houdende omzetting van richtlijn 2011/16/EU van de Raad van 15 februari 2011 betreffende de administratieve samenwerking op het gebied van belastingen en tot intrekking van richtlijn 77/799/EEG, met het oog op de gedeeltelijke omzetting van de richtlijn 2023/2226/EU van de Raad van 17 oktober 2023 tot wijziging van Richtlijn 2011/16/EU betreffende de administratieve samenwerking op het gebied van de belastingen'

Le 13 juin 2025, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique, de la Promotion du Multilinguisme et de l'Image de Bruxelles à communiquer un avis dans un délai de trente jours sur un avant-projet d'ordonnance 'modifiant l'ordonnance du 26 juillet 2013 transposant la directive 2011/16/UE du Conseil du 15 février 2011 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal et abrogeant la directive 77/799/CEE, en vue de la transposition partielle de la directive 2023/2226/UE du Conseil du 17 octobre 2023 modifiant la directive 2011/16/UE relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal'.

L'avant-projet a été examiné par la quatrième chambre le 14 juillet 2025. La chambre était composée de Bernard BLERO, président de chambre, Géraldine ROSOUX et Dimitri YERNAULT, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK, assesseur, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Xavier MINY, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Pierre-Olivier DE BROUX, conseiller.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 14 juillet 2025.

*

Op 13 juni 2025 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt, de Promotie van Meertaligheid en van het Imago van Brussel verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een voorontwerp van ordonnantie 'tot wijziging van de ordonnantie van 26 juli 2013 houdende omzetting van richtlijn 2011/16/EU van de Raad van 15 februari 2011 betreffende de administratieve samenwerking op het gebied van belastingen en tot intrekking van richtlijn 77/799/EEG, met het oog op de gedeeltelijke omzetting van de richtlijn 2023/2226/EU van de Raad van 17 oktober 2023 tot wijziging van Richtlijn 2011/16/EU betreffende de administratieve samenwerking op het gebied van de belastingen'.

Het voorontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 14 juli 2025. De kamer was samengesteld uit Bernard BLERO, kamervoorzitter, Géraldine ROSOUX en Dimitri YERNAULT, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK, assessor, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Xavier MINY, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre-Olivier DE BROUX, staasraad.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 14 juli 2025.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite essentiellement son examen à la compétence de l'auteur de l'acte, au fondement juridique [‡] ainsi qu'à l'accomplissement des formalités prescrites, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées.

FORMALITÉS PRÉALABLES

1. L'avant-projet d'ordonnance soumis pour avis vise à transposer la directive 2023/2226/UE du Conseil du 17 octobre 2023 'modifiant la directive 2011/16/UE relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal'.

Dans son avis 72.238/3 ¹, la section de législation a relevé :

« Dans la mesure où la réglementation en projet concerne des impôts régionaux, l'autorité fédérale ne peut être réputée compétente en la matière que si le service de ces impôts n'a pas encore été transféré aux régions concernées.

À la question de savoir si l'avant-projet à l'examen a fait l'objet d'une concertation avec les régions concernées, conformément à l'article 5, § 3, alinéa 1^{er}, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 'relative au financement des Communautés et des Régions', le délégué a répondu ce qui suit :

'Les régions et le SPF Finances ont pu échanger leurs points de vue concernant la transposition de cette directive durant l'élaboration du projet. Comme pour les versions précédentes de la directive DAC, les Régions ont laissé entendre qu'elles procéderaient également à la transposition de la directive, à l'exception du volet concernant les opérateurs de plateforme étant donné qu'il s'agit dans ce cas d'une obligation de déclaration unique au sein de l'Union européenne et que les informations récoltées dans ce cadre concernent les impôts sur les revenus. Ces transpositions par les régions concernées leur permettront d'être déjà en ordre au niveau des transpositions des directives européennes lorsqu'elles reprendront totalement à leur compte le service des impôts concernés. Il est de plus à noter qu'un accord de coopération entre l'État fédéral et les entités fédérées devrait être adopté prochainement en ce qui concerne les différentes versions de la directive DAC'.

Même si l'échange de points de vue avec les régions auquel le délégué fait référence peut être considéré comme une concertation au sens de la disposition de loi spéciale précitée, ce que le Conseil d'État n'est pas en mesure d'apprécier, il en faut un compte rendu écrit formel afin de pouvoir démontrer que la formalité concernée a été accomplie ».

[‡] S'agissant d'un avant-projet d'ordonnance, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

¹ Avis 72.238/3 donné le 26 octobre 2022 sur un avant-projet devenu la loi du 21 décembre 2022 'transposant la directive (UE) 2021/514 du Conseil du 22 mars 2021 modifiant la directive 2011/16 (UE) relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal', *Doc. parl.*, Chambre, 2022-2023, n° 3000/001, pp. 93-100. Voir également l'avis 73.327/4 donné le 22 mai 2023 sur un avant-projet devenu le décret de la Région wallonne du 12 juillet 2023 'portant des dispositions fiscales diverses et transposant la directive (UE) 2021/514 du Conseil du 22 mars 2021 modifiant la directive 2011/16/UE relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal', *Doc. parl.*, Parl. w., 2022-2023, n° 1363/1, pp. 61-63.

À la question de savoir si une concertation a eu lieu dans le cadre de la transposition de la directive 2023/2226/UE, la déléguée a répondu :

« Nous pouvons vous confirmer qu'une concertation a effectivement eu lieu entre l'État fédéral et les entités fédérées, par réunion du 1^{er} avril 2025.

À cet égard, nous vous en communiquons le compte rendu ci-joint qui nous a été envoyé par email en date du 1^{er} avril 2025.

Vous y lirez qu'une réunion de suivi était également prévue. Elle n'a pas encore eu lieu à ce jour, mais sera probablement organisée après l'adoption des projets législatifs des différentes entités du pays ».

Il est pris acte de ces éléments d'explication.

2. Selon la notification de la décision du Gouvernement transmise à la section de législation, le Ministre des Finances et du Budget a été chargé de soumettre l'avant-projet à l'avis de Brupartners et de l'Autorité de protection des données parallèlement à la saisine de la section de législation.

Si l'accomplissement de ces formalités devait encore donner lieu à des modifications du texte soumis au Conseil d'État sur des points autres que de pure forme et ne résultant pas des suites réservées au présent avis, les dispositions modifiées ou ajoutées devraient être soumises à nouveau à l'avis de la section de législation conformément à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées 'sur le Conseil d'État'.

EXAMEN DE L'AVANT-PROJET

OBSERVATION GÉNÉRALE

Interrogée quant à l'articulation de l'avant-projet à l'examen avec la directive 2025/872/UE du Conseil du 14 avril 2025 'modifiant la directive 2011/16/UE relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal', la déléguée a répondu :

« La directive 2025/872/UE a été analysée et il a été jugé qu'il n'était pas requis de la transposer pour la Région de Bruxelles-Capitale.

Ainsi, les nouvelles modifications introduites par la directive 2025/872/UE concernent la directive 2022/2523/UE, laquelle n'avait été transposée en Belgique que par la loi du 19 décembre 2023 portant l'introduction d'un impôt minimum pour les groupes d'entreprises multinationales et les groupes nationaux de grande envergure.

La transposition du nouvel article *8bis sexies* inséré dans la directive 2011/16/UE, qui porte sur des informations relatives à l'impôt complémentaire visé à l'article 44 de la directive 2022/2523/UE, concerne des informations jugées non pertinentes pour la Région de Bruxelles-Capitale dans le cadre de ses compétences.

Il en va de même pour les modifications de la directive 2011/16/UE qui font référence au nouvel article *8bis sexies* ainsi qu'au nouvel article *9bis* et à l'annexe VII.

En outre, la directive 2025/872/UE remplace aussi l'article 8, paragraphe 3*bis* de la directive 2011/16/UE. Cet article spécifique n'a jamais été pleinement transposé en Région de Bruxelles-Capitale dans le cadre de la directive 2014/107/UE, car il relève de la compétence fédérale (et non régionale). À ce propos, l'exposé des motifs précise que : 'Les modifications réalisées par la directive 2014/107/UE font majoritairement partie des compétences fédérales. La présente ordonnance ne contient par conséquent que les modifications nécessaires pour adapter l'ordonnance du 26 juillet 2013 transposant la directive 2011/16/UE du Conseil du 15 février 2011 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal et abrogeant la directive 77/799/CEE (ci-après : 'l'ordonnance du 26 juillet 2013') à la directive 2014/107/UE'. (*Doc. parl.*, Parl. Rég. Bxl, 2015-2016, A.-261/1, 2).

Il en va de même pour l'article 8*ter* modifié de la directive 2011/16/UE via la directive 2025/872/UE : cette matière relève de la compétence fédérale et ne doit donc pas être transposée en Région de Bruxelles-Capitale ».

Il est pris acte de ces éléments d'explication.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

Article 4

Au 2° (article 5, 17°, d), en projet de l'ordonnance du 26 juillet 2013 'transposant la directive 2011/16/UE du Conseil du 15 février 2011 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal et abrogeant la directive 77/799/CEE'), la version néerlandaise sera revue à la lumière du texte néerlandais de la directive 2011/16/UE telle qu'elle a été modifiée par la directive 2023/2226/UE.

Article 6

Au 1°, dans la phrase introductive de l'article 9/1, § 3, en projet de l'ordonnance du 26 juillet 2013, le mot « *beslissing* » sera remplacé par le mot « *ruling* » afin de correspondre au texte néerlandais de la directive 2011/16/UE telle qu'elle a été modifiée par la directive 2023/2226/UE. Cette observation vaut pour la suite de l'avant-projet.

Article 7

Au 3°, la rédaction de la version française de l'article 9/2, § 10, alinéa 2, 1°, en projet de l'ordonnance du 26 juillet 2013 est défectueuse et sera revue à la lumière du texte français de la directive 2011/16/UE telle qu'elle a été modifiée par la directive 2023/2226/UE.

Article 8

L'article 9/3, § 1^{er}, alinéa 2, 13^o, en projet de l'ordonnance du 26 juillet 2013 est peu compréhensible. Conformément au texte français de la directive 2011/16/UE telle qu'elle a été modifiée par la directive 2023/2226/UE, l'expression « dans ce cas » sera précédée d'un point-virgule et non d'une virgule.

Article 9

1. La disposition fait à de nombreuses reprises référence aux définitions et obligations comprises dans des annexes de la directive 2011/16/UE 'relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal et abrogeant la directive 77/799/CEE' plutôt que de viser des dispositions de droit interne transposant celles-ci.

Il y a lieu de rappeler à cet égard que la technique de la « réglementation par référence » à des règles énoncées dans des directives et leurs annexes n'est pas admissible pour des motifs de légistique, sauf s'il existe une justification spécifique. En effet, il découle des caractéristiques d'une directive de l'Union européenne qu'en principe, ce n'est pas la directive même mais les règles de droit interne transposant les dispositions de celle-ci dans l'ordre juridique national qui s'appliqueront dans cet ordre juridique ².

À cet égard, l'explication fournie par le commentaire de la disposition selon laquelle « il a été choisi, dans le cadre des définitions, de renvoyer à la disposition de la directive 2011/16/UE, plutôt que de transposer les définitions, présentes à l'annexe VI, section IV, telle qu'insérée par la directive 2023/2226/UE, dans l'article 5 de l'ordonnance du 26 juillet 2013 » parce que celles-ci « sont considérées comme détaillées et précises » n'est pas convaincante.

À défaut d'une raison spécifique justifiant la référence à la directive et à ses annexes, celle-ci devra être remplacée par des références aux règles de droit interne transposant les dispositions en droit belge, par exemple en transposant les annexes concernées dans des annexes à l'avant-projet d'ordonnance.

2. L'article 9/4 en projet de l'ordonnance du 26 juillet 2013 charge « l'autorité compétente » de communiquer des informations déclarées par les prestataires de services sur crypto-actifs déclarants.

² Voir dans le même sens l'avis 73.508/2 donné le 14 juin 2023 sur un avant-projet devenu la loi du 23 novembre 2023 'relative au Fonds de garantie pour les services financiers', *Doc. parl.*, Chambre, 2022-2023, n° 3535/1, pp. 87-108.

Il ressort du commentaire de la disposition que

« le champ d'application existant de l'accord de coopération du 27 mars 2017 entre l'État fédéral, la Région flamande, la Région wallonne, la Région de Bruxelles-Capitale, la Communauté flamande, la Communauté française et la Communauté germanophone, dans le cadre de la directive 2011/16/UE du Conseil du 15 février 2011 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal et abrogeant la directive 77/799/CEE et dans le cadre des traités mixtes bilatéraux et multilatéraux entre le Royaume de Belgique et un autre État ou d'autres États qui prévoient la coopération administrative dans le domaine fiscal, doit encore être modifié afin de tenir compte de la transposition des dispositions de la directive 2023/2226/UE (concernant le champ d'application et les conditions de l'échange automatique et obligatoire des informations déclarées par les prestataires de services sur crypto-actifs déclarants).

Compte tenu de ce qui précède, la Région de Bruxelles-Capitale a choisi d'insérer au chapitre 4, section B., de l'ordonnance du 26 juillet 2013, relative à l'échange automatique d'informations, un article 9/4 dont le contenu ne transpose que partiellement l'article 8*bis quinquies* de la directive 2011/16/UE.

En outre, le terme 'autorité compétente' utilisé dans l'article 9/4 inséré désigne l'autorité désignée au niveau national en Belgique par toutes les autorités compétentes concernées. Il convient de distinguer clairement cette expression de celle 'd'autorité compétente interne', qui en fait désigne un organisme exerçant ses compétences au niveau de la Région de Bruxelles-Capitale ».

Interrogée plus spécialement quant à l'identification de l'« autorité compétente » chargée de communiquer les données visées, la déléguée a répondu :

« Tel qu'évoqué à la page 22 de l'exposé des motifs de l'avant-projet d'ordonnance, la directive 2023/2226/UE part du principe, dans son considérant 38, qu'il suffit d'une seule notification par État membre en ce qui concerne les informations devant être déclarées sur les crypto-actifs.

Il est logique d'organiser la communication de ces informations uniquement au niveau fédéral, plutôt que de la disperser par région.

Étant donné que les informations seront reçues uniquement par le niveau fédéral (SPF Finances), il nous a semblé approprié d'opter systématiquement pour l'« autorité compétente » à l'article 9/4.

En effet, si l'on avait opté pour 'l'autorité compétente interne', cela aurait supposé que la Région reçoive les données à déclarer (ce qui n'est pas le cas) et devrait donc les transmettre au répertoire central (ce qui est impossible puisque la Région ne dispose pas de ces données en premier lieu).

La même logique avait également été appliquée à l'article 9/3, § 1^{er} et 2, qui fait également référence à l'autorité compétente (au lieu de l'autorité compétente interne) ».

La déléguée a par ailleurs précisé :

« La raison pour laquelle certaines dispositions de la directive, qui ne relèvent pas a priori du droit régional, ont néanmoins été transposées, réside dans le fait qu'une part régionale de l'impôt des personnes physiques (IPP) est perçue par l'autorité fédérale.

En effet, l'objectif n'est pas de mettre des obligations à charge de l'autorité fédérale, mais plutôt de lui donner une base légale qui puisse pleinement déployer ses effets, en ce compris en ce qui concerne l'IPP régional.

Il a déjà été reproché par la Commission européenne de ne pas avoir transposé correctement une directive, alors qu'une région estimait qu'elle n'était pas compétente *prima facie*.

Le raisonnement est donc le suivant : Une plus-value taxable à titre professionnel réalisée sur un crypto-actif doit donner lieu à une part de l'IPP rétrocédée à la région. Une base légale régionale permet de mieux sécuriser l'échange d'informations qui a initié le processus fiscal fédéral.

Il en va de même en termes de droits d'enregistrement et de succession ».

Il appartient à l'auteur de l'avant-projet de préciser dans le dispositif quelle autorité est visée par la notion d'autorité compétente au sens de la disposition à l'examen, en tenant compte de ce qu'il n'appartient pas la Région de Bruxelles-Capitale d'imposer de manière unilatérale des obligations à l'instance que l'autorité fédérale a désignée.

3. Tel que rédigé, l'article 9/4, § 2, alinéa 1^{er}, 1^o, en projet de l'ordonnance du 26 juillet 2013 semble subdivisé en deux alinéas.

Mieux vaut éviter de prévoir des alinéas à l'intérieur d'une énumération ³.

Le second alinéa de l'alinéa 1^{er}, 1^o, commençant par les mots « Nonobstant le premier alinéa » sera déplacé dans un nouvel alinéa 2 qui commencera par les mots : « Nonobstant l'alinéa 1^{er}, 1^o ». Les alinéas 2 et 3, devenant 3 et 4, commenceront par les mots « Aux fins de l'application de l'alinéa 1^{er}, 3^o, ».

Article 13

La disposition à l'examen prévoit l'encadrement juridique du traitement des données à caractère personnel transmises conformément aux articles 9 à 9/4 en projet de l'ordonnance du 26 juillet 2013.

L'article 27/5 en projet prévoit que l'autorité compétente conservera les informations reçues dans le cadre de l'échange automatique d'informations « pendant une période limitée au strict nécessaire mais, en tout état de cause, d'une durée d'au moins cinq ans à compter de la date de leur réception ». Certes, il s'agit d'une transposition du paragraphe 3, inséré dans l'article 22 de la directive 2011/16/UE par l'article 1, 11), de la directive 2023/2226/UE, qui fixe un délai minimal de conservation.

³ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation 60.

Selon le commentaire de la disposition, celle-ci est « sans préjudice de ce qui était déjà prévu à l'article 27/2 de l'ordonnance du 26 juillet 2013 ». Ce dernier se lit comme suit :

« L'autorité compétente interne est le responsable du traitement au sens de l'article 4, 7), du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE, pour le traitement des données à caractère personnel qui sont nécessaires à l'exécution des dispositions de cette ordonnance.

Sans préjudice de leur conservation nécessaire pour le traitement ultérieur à des fins archivistiques dans l'intérêt du public, à des fins de recherche scientifique ou historique, ou à des fins statistiques, visé à l'article 89 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE, les données à caractère personnel, visées à l'alinéa 1^{er}, seront conservées pendant la durée strictement nécessaire aux finalités poursuivies par cette ordonnance, pour une durée de conservation maximale qui ne peut excéder un an après l'extinction de toutes les actions relevant de la compétence du responsable de traitement visé à l'alinéa 1^{er}, et le cas échéant, ne peut dépasser la fin définitive des procédures judiciaires, administratives et extrajudiciaires, ainsi que des recours résultant du traitement de ces données ».

La section de législation n'aperçoit pas comment les deux dispositifs s'articulent en ce qui concerne la détermination du délai maximal de conservation des données mentionnées par l'article 27/5 en projet.

Le dispositif sera revu ou le commentaire de l'article complété afin de clarifier cette articulation.

Article 15

Interrogée quant au champ d'application de l'article 27/6 en projet, qui semble imposer des obligations aux autorités compétentes des autres États membres de l'Union européenne, la déléguée a répondu :

« La transposition de l'article 1, 16), rendue obligatoire par l'article 2, 2) et 3), de la directive 2023/2226 nous semble essentielle, dans la mesure où :

– le nouvel article 27^{quater}, 1), prévoit une obligation générale de déclarer et de communiquer le numéro d'identification fiscale par l'État membre lorsque cela est expressément requis par la directive 2011/16/UE et ses annexes.

Il nous semble essentiel de le mentionner dans l'ordonnance du 26 juillet 2013. Cela s'inscrit également dans l'objectif de la directive 2023/2226 visant à accroître la disponibilité du numéro d'identification fiscale pour les autorités compétentes des États membres ;

– en ce qui concerne le nouvel article 27^{quater}, 3) et 4), l'article 2, 2), de la directive 2023/2226 dispose que : '[...] les États membres adoptent et publient, au plus tard le 31 décembre 2027, les dispositions législatives, réglementaires et administratives nécessaires pour se conformer à l'article 1^{er}, [...] point 16), de la présente directive en ce qui concerne l'article 27^{quater}, paragraphes 3 et 4, de la directive 2011/16/UE. Ils en informent immédiatement la Commission' ;

– en ce qui concerne le nouvel article 27^{quater}, 2), de la directive 2011/16/UE, l'article 2, 3), de la directive 2023/2226 dispose que : '[...] les États membres adoptent et publient, au plus tard le 31 décembre 2029, les dispositions législatives, réglementaires et administratives nécessaires pour se conformer à l'article 1, point 16), de la présente directive en ce qui concerne l'article 27^{quater}, paragraphe 2, de la directive 2011/16/UE. Ils en informent immédiatement la Commission'.

Afin d'éviter une sanction de la Commission européenne pour non-transposition de la directive 2023/2226, il a été décidé de transposer l'article 1, 16), de la directive 2023/2226 dans son intégralité pour la Région.

Après vérification, il y a toutefois une question qui se pose quant à la concordance des textes néerlandais et français de l'article 15.

S'agissant des trois premiers paragraphes, la version néerlandaise indique que l'autorité compétente doit faire mention du NIF dans le cadre de l'échange d'informations visé à chacun des trois premiers paragraphes. Il conviendra d'adapter la version française afin de spécifier cette obligation pesant dans le chef de l'autorité compétente.

Enfin, quant au paragraphe 4, le défaut de concordance se situe quant au sujet de l'obligation. Conformément à la version néerlandaise, il s'agit bien de l'autorité compétente qui devra inclure le NIF dans ses communications, et non chaque État membre. Il conviendra d'adapter ce point lors de la procédure législative ».

L'article 27/6 en projet tend à transposer l'article 27^{quater} de la directive 2011/16/UE tel qu'inséré par la directive 2023/2226/UE. Ce dernier prévoit :

« 1. Chaque État membre prend les mesures nécessaires pour exiger que le NIF des personnes physiques ou entités déclarées délivré par l'État membre de résidence soit déclaré par l'entité déclarante ou la personne physique déclarante et communiqué par chaque État membre lorsque le dispositif et les annexes de la présente directive l'exigent explicitement, et conformément à ceux-ci.

2. Pour les périodes imposables débutant le 1^{er} janvier 2030 ou après cette date, chaque État membre prend les mesures nécessaires pour exiger que le NIF des résidents délivré par l'État membre de résidence soit déclaré, dans la mesure du possible, dans le cadre des informations visées à l'article 8, paragraphe 1, premier alinéa, points a), b) et d), dans la mesure où il s'agit de catégories de revenus et de capitaux sur lesquelles des informations auraient été communiquées même si le NIF n'était pas disponible.

3. Pour les périodes imposables débutant le 1^{er} janvier 2028 ou après cette date, chaque État membre prend les mesures nécessaires pour exiger que le NIF des personnes physiques et des entités délivré par l'État membre de résidence soit déclaré, dans la mesure du possible, dans le cadre des informations visées à l'article 8*bis*, paragraphe 6, points a) et k), et que celui des personnes physiques et des entités déclarées le soit dans le cadre des informations visées à l'article 8*bis bis*, paragraphe 3, point b), et à l'article 8*bis ter*, paragraphe 14, point h).

4. Pour les périodes imposables commençant le 1^{er} janvier 2028 ou après cette date, chaque État membre inclut, lorsqu'il a été obtenu par l'autorité compétente de l'État membre, le NIF des personnes physiques et des entités délivré par l'État membre de résidence dans la communication des informations visées à l'article 8*bis*, paragraphe 6, points a) et k), ainsi que celui des personnes physiques et des entités déclarées dans la communication des informations visées à l'article 8*bis bis*, paragraphe 3, point b), et à l'article 8*bis ter*, paragraphe 14, point h) ».

S'il peut être admis que des obligations pèsent sur des organes de droit belge sur la base de l'article 27*quater* de la directive 2011/16/UE, il n'appartient pas à la Région de Bruxelles-Capitale d'imposer des obligations à d'autres États ou à des organes établis par eux.

La disposition sera revue afin d'imposer uniquement des obligations à des autorités et organismes belges, et ce dans les limites des compétences dévolues à la Région de Bruxelles-Capitale.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving zich, overeenkomstig artikel 84, § 3, van de gecoördineerde wetten, voornamelijk tot het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, de rechtsgrond[‡] en de vraag of de voorgeschreven vormvereisten zijn vervuld.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

1. Het om advies voorgelegde voorontwerp van ordonnantie strekt tot de omzetting van richtlijn 2023/2226/EU van de Raad van 17 oktober 2023 ‘tot wijziging van Richtlijn 2011/16/EU betreffende de administratieve samenwerking op het gebied van de belastingen’.

In advies 72.238/3¹ heeft de afdeling Wetgeving het volgende opgemerkt:

“In zoverre de ontworpen regeling gewestbelastingen betreft, kan de federale overheid er slechts bevoegd voor worden geacht indien de dienst van die belastingen nog niet naar de betrokken gewesten is overgeheveld.

Op de vraag of over dit voorontwerp overleg heeft plaatsgevonden met de betrokken gewesten, overeenkomstig artikel 5, § 3, eerste lid, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 ‘betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten’, antwoordde de gemachtigde als volgt:

‘Les régions et le SPF Finances ont pu échanger leurs points de vue concernant la transposition de cette directive durant l’élaboration du projet. Comme pour les versions précédentes de la directive DAC, les Régions ont laissé entendre qu’elles procéderaient également à la transposition de la directive, à l’exception du volet concernant les opérateurs de plateforme étant donné qu’il s’agit dans ce cas d’une obligation de déclaration unique au sein de l’Union européenne et que les informations récoltées dans ce cadre concernent les impôts sur les revenus. Ces transpositions par les régions concernées leur permettront d’être déjà en ordre au niveau des transpositions des directives européennes lorsqu’elles reprendront totalement à leur compte le service des impôts concernés. Il est de plus à noter qu’un accord de coopération entre l’État fédéral et les entités fédérées devrait être adopté prochainement en ce qui concerne les différentes versions de la directive DAC.’

Ook indien de gedachtewisseling met de gewesten waar de gemachtigde naar verwijst, beschouwd kan worden als overleg in de zin van de voormelde bijzonderewetsbepaling, wat de Raad van State niet kan beoordelen, moet daarvan een formele schriftelijke neerslag zijn zodat kan worden aangetoond dat is voldaan aan het betrokken vormvereiste.”

[‡] Aangezien het om een voorontwerp van ordonnantie gaat, wordt onder “rechtsgrond” de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

¹ Advies 72.238/3 van 26 oktober 2022 over een voorontwerp dat geleid heeft tot de wet van 21 december 2022 ‘tot omzetting van Richtlijn (EU) 2021/514 van de Raad van 22 maart 2021 tot wijziging van Richtlijn 2011/16 (EU) betreffende de administratieve samenwerking op het gebied van de belastingen’, *Parl.St.* Kamer 2022-23, nr. 3000/1, 93-100. Zie eveneens advies 73.327/4 van 22 mei 2023 over een voorontwerp dat geleid heeft tot het decreet van het Waals Gewest van 12 juli 2023 ‘houdende verscheidene fiscale bepalingen en tot omzetting van Richtlijn 2021/514/EU van de Raad van 22 maart 2021 tot wijziging van Richtlijn 2011/16/EU betreffende de administratieve samenwerking op het gebied van de belastingen’, *Parl.St.* W.Parl. 2022-23, nr. 1363/1, 61-63.

Op de vraag of er overleg geweest is met betrekking tot de omzetting van richtlijn 2023/2226/EU heeft de gemachtigde geantwoord:

“Nous pouvons vous confirmer qu’une concertation a effectivement eu lieu entre l’État fédéral et les entités fédérées, par réunion du 1^{er} avril 2025.

À cet égard, nous vous en communiquons le compte rendu ci-joint qui nous a été envoyé par email en date du 1^{er} avril 2025.

Vous y lirez qu’une réunion de suivi était également prévue. Elle n’a pas encore eu lieu à ce jour, mais sera probablement organisée après l’adoption des projets législatifs des différentes entités du pays.”

Er wordt akte genomen van die uitleg.

2. Luidens de kennisgeving van de beslissing van de regering aan de afdeling Wetgeving, is de minister van Financiën en Begroting ermee belast het voorontwerp om advies voor te leggen aan Brupartners en aan de Gegevensbeschermingsautoriteit tegelijk met de adiëring van de afdeling Wetgeving.

Indien de aan de Raad van State voorgelegde tekst naar aanleiding van het vervullen van die vormvereisten nog wijzigingen zou ondergaan die niet louter vormelijk zijn en evenmin het resultaat zijn van het gevolg dat aan dit advies gegeven wordt, moeten de gewijzigde of toegevoegde bepalingen op hun beurt om advies aan de afdeling Wetgeving worden voorgelegd overeenkomstig artikel 3, § 1, eerste lid, van de gecoördineerde wetten ‘op de Raad van State’.

ONDERZOEK VAN HET VOORONTWERP

ALGEMENE OPMERKING

Op de vraag hoe het voorliggende voorontwerp zich verhoudt met richtlijn 2025/872/EU van de Raad van 14 april 2025 ‘tot wijziging van Richtlijn 2011/16/EU betreffende de administratieve samenwerking op het gebied van de belastingen’ heeft de gemachtigde geantwoord:

“La directive 2025/872/UE a été analysée et il a été jugé qu’il n’était pas requis de la transposer pour la Région de Bruxelles-Capitale.

Ainsi, les nouvelles modifications introduites par la directive 2025/872/UE concernent la directive 2022/2523/UE, laquelle n’avait été transposée en Belgique que par la loi du 19 décembre 2023 portant l’introduction d’un impôt minimum pour les groupes d’entreprises multinationales et les groupes nationaux de grande envergure.

La transposition du nouvel article *8bis sexies* inséré dans la directive 2011/16/UE, qui porte sur des informations relatives à l’impôt complémentaire visé à l’article 44 de la directive 2022/2523/UE, concerne des informations jugées non pertinentes pour la Région de Bruxelles-Capitale dans le cadre de ses compétences.

Il en va de même pour les modifications de la directive 2011/16/UE qui font référence au nouvel article *8bis sexies* ainsi qu’au nouvel article *9bis* et à l’annexe VII.

En outre, la directive 2025/872/UE remplace aussi l'article 8, paragraphe 3*bis* de la directive 2011/16/UE. Cet article spécifique n'a jamais été pleinement transposé en Région de Bruxelles-Capitale dans le cadre de la directive 2014/107/UE, car il relève de la compétence fédérale (et non régionale). À ce propos, l'exposé des motifs précise que : 'Les modifications réalisées par la directive 2014/107/UE font majoritairement partie des compétences fédérales. La présente ordonnance ne contient par conséquent que les modifications nécessaires pour adapter l'ordonnance du 26 juillet 2013 transposant la directive 2011/16/UE du Conseil du 15 février 2011 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal et abrogeant la directive 77/799/CEE (ci-après : 'l'ordonnance du 26 juillet 2013') à la directive 2014/107/UE'. (*Doc. parl.*, Parl. Rég. Bxl, 2015-2016, A.-261/1, 2).

Il en va de même pour l'article 8*ter* modifié de la directive 2011/16/UE via la directive 2025/872/UE : cette matière relève de la compétence fédérale et ne doit donc pas être transposée en Région de Bruxelles-Capitale."

Er wordt akte genomen van die uitleg.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Artikel 4

De Nederlandse tekst van de bepaling onder 2° (ontworpen artikel 5, 17°, d), van de ordonnantie van 26 juli 2013 'houdende omzetting van richtlijn 2011/16/EU van de Raad van 15 februari 2011 betreffende de administratieve samenwerking op het gebied van de belastingen en tot intrekking van richtlijn 77/799/EEG') moet herzien worden in het licht van de Nederlandse tekst van richtlijn 2011/16/EU zoals die gewijzigd is bij richtlijn 2023/2226/EU.

Artikel 6

In de bepaling onder 1° dient in de inleidende zin van het ontworpen artikel 9/1, § 3, van de ordonnantie van 26 juli 2013, het woord "beslissing" vervangen te worden door het woord "ruling" ter wille van de overeenstemming met de Nederlandse tekst van richtlijn 2011/16/EU zoals die gewijzigd is bij richtlijn 2023/2226/EU. Deze opmerking geldt voor het vervolg van het voorontwerp.

Artikel 7

In de bepaling onder 3° is de Franse tekst van het ontworpen artikel 9/2, § 10, tweede lid, 1°, van de ordonnantie van 26 juli 2013 gebrekkig gesteld en moet deze herzien worden in het licht van de Franse tekst van richtlijn 2011/16/EU zoals die gewijzigd is bij richtlijn 2023/2226/EU.

Artikel 8

Het ontworpen artikel 9/3, § 1, tweede lid, 13°, van de ordonnantie van 26 juli 2013 is onduidelijk gesteld. Overeenkomstig de Franse tekst van richtlijn 2011/16/EU, zoals die gewijzigd is bij richtlijn 2023/2226/EU, moet de uitdrukking “dans ce cas” voorafgegaan worden door een komma in plaats van een komma.

Artikel 9

1. In de bepaling wordt meermaals verwezen naar de definities en verplichtingen vervat in de bijlagen bij richtlijn 2011/16/EU ‘betreffende de administratieve samenwerking op het gebied van de belastingen en tot intrekking van Richtlijn 77/799/EEG’ in plaats van naar bepalingen van intern recht waarbij die omgezet worden.

Er dient daarbij te worden opgemerkt dat de techniek van “regeling door verwijzing” naar voorschriften van richtlijnen en van de bijbehorende bijlagen om wetgevingstechnische redenen ontoelaatbaar is, tenzij er een specifieke verantwoording voor bestaat. Het is immers kenmerkend voor een EU-richtlijn dat in principe niet de richtlijn zelf, maar de voorschriften van intern recht die de bepalingen van die richtlijn in de nationale rechtsorde omzetten, in die rechtsorde van toepassing zullen zijn.²

In dat verband kan de uitleg in de commentaar bij de bepaling dat “dan ook geopteerd [werd] om in het kader van definities te verwijzen naar de bepaling van de richtlijn 2011/16/EU, eerder dan te hebben geopteerd om de definities aanwezig in bijlage VI, deel IV, zoals ingevoegd door richtlijn 2023/2226/EU, om te zetten in artikel 5 van de ordonnantie van 26 juli 2013” omdat de definities in die laatste richtlijn “geacht [worden] gedetailleerd en nauwkeurig te zijn” niet overtuigen.

Als geen specifieke reden opgegeven wordt ter rechtvaardiging van de verwijzing naar de richtlijn en de bijbehorende bijlagen, moet die verwijzing vervangen worden door verwijzingen naar de regels van intern recht waarbij de bepalingen omgezet worden in Belgisch recht, bijvoorbeeld door de bijlagen in kwestie om te zetten in bijlagen bij het voorontwerp van ordonnantie.

2. Bij het ontworpen artikel 9/4 van de ordonnantie van 26 juli 2013 wordt de “bevoegde autoriteit” ermee belast door rapporterende aanbieders van cryptoactivadiensten gerapporteerde inlichtingen te verstrekken.

² Zie in dezelfde zin advies 73.508/2 van 14 juni 2023 over een voorontwerp dat geleid heeft tot de wet van 23 november 2023 ‘betreffende het Garantiefonds voor financiële diensten’, *Parl.St.* Kamer 2022-23, nr. 3535/1, 87-108.

Uit de commentaar bij de bepaling volgt dat:

“(…) het bestaande toepassingsgebied van het samenwerkingsakkoord van 27 maart 2017 tussen de Federale Staat, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest, het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap in het kader van de richtlijn 2011/16/EU van de Raad van 15 februari 2011 betreffende de administratieve samenwerking op het gebied van de belastingen en tot intrekking van Richtlijn 77/799/EEG en in het kader van de gemengde bilaterale en multilaterale verdragen tussen het Koninkrijk België en een andere Staat of andere Staten die voorzien in een administratieve samenwerking op het gebied van de belastingen, nog moeten worden gewijzigd om rekening te houden met de omzetting van de bepalingen van de richtlijn 2023/2226/EU (in verband met de reikwijdte en voorwaarden van de verplichte automatische uitwisseling van door rapporterende aanbieders van cryptoactivadiensten gerapporteerde inlichtingen).

Met in achtneming van het bovenstaande werd in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest dan ook geopteerd om in Hoofdstuk 4, afdeling B., van de ordonnantie van 26 juli 2013, met betrekking tot de automatische uitwisseling van gegevens, een artikel 9/4 in te voegen, waarvan de inhoud slechts een gedeeltelijke omzetting vormt van artikel 8 bis *quinquies* van de richtlijn 2011/16/EU.

Bovendien werd in het ingevoegde artikel 9/4 gebruik gemaakt van de bewoording ‘bevoegde autoriteit’, aldus de autoriteit die op nationaal niveau in België door alle betrokken bevoegdheidsinstanties wordt aangewezen. Aldus duidelijk te onderscheiden van de bewoording ‘binnenlandse bevoegde autoriteit’, hetgeen in feite een orgaan betreft dat zijn bevoegdheden op het niveau van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest uitoefent.”

Meer in het bijzonder op de vraag welke “bevoegde autoriteit” belast is met het verstrekken van de bedoelde inlichtingen, heeft de gemachtigde geantwoord:

“Tel qu’évoqué à la page 22 de l’exposé des motifs de l’avant-projet d’ordonnance, la directive 2023/2226/UE part du principe, dans son considérant 38, qu’il suffit d’une seule notification par État membre en ce qui concerne les informations devant être déclarées sur les crypto-actifs.

Il est logique d’organiser la communication de ces informations uniquement au niveau fédéral, plutôt que de la disperser par région.

Étant donné que les informations seront reçues uniquement par le niveau fédéral (SPF Finances), il nous a semblé approprié d’opter systématiquement pour l’‘autorité compétente’ à l’article 9/4.

En effet, si l’on avait opté pour ‘l’autorité compétente interne’, cela aurait supposé que la Région reçoive les données à déclarer (ce qui n’est pas le cas) et devrait donc les transmettre au répertoire central (ce qui est impossible puisque la Région ne dispose pas de ces données en premier lieu).

La même logique avait également été appliquée à l’article 9/3, § 1^{er} et 2, qui fait également référence à l’autorité compétente (au lieu de l’autorité compétente interne).”

De gemachtigde heeft daar nog aan toegevoegd:

“La raison pour laquelle certaines dispositions de la directive, qui ne relèvent pas a priori du droit régional, ont néanmoins été transposées, réside dans le fait qu’une part régionale de l’impôt des personnes physiques (IPP) est perçue par l’autorité fédérale.

En effet, l'objectif n'est pas de mettre des obligations à charge de l'autorité fédérale, mais plutôt de lui donner une base légale qui puisse pleinement déployer ses effets, en ce compris en ce qui concerne l'IPP régional.

Il a déjà été reproché par la Commission européenne de ne pas avoir transposé correctement une directive, alors qu'une région estimait qu'elle n'était pas compétente *prima facie*.

Le raisonnement est donc le suivant : Une plus-value taxable à titre professionnel réalisée sur un crypto-actif doit donner lieu à une part de l'IPP rétrocédée à la région. Une base légale régionale permet de mieux sécuriser l'échange d'informations qui a initié le processus fiscal fédéral.

Il en va de même en termes de droits d'enregistrement et de succession."

De steller van het voorontwerp moet in het dispositief aangeven welke autoriteit bedoeld wordt met het begrip "bevoegde autoriteit" in de zin van de voorliggende bepaling, rekening ermee houdend dat het niet aan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest staat om op unilaterale wijze verplichtingen op te leggen aan de door de federale overheid aangewezen instantie.

3. Zoals het ontworpen artikel 9/4, § 2, eerste lid, 1°, van de ordonnantie van 26 juli 2013 gesteld is, lijkt het opgedeeld te zijn in twee alinea's.

Het verdient aanbeveling om een element van een opsomming niet op te delen in alinea's.³

De tweede alinea van het eerste lid, 1°, die begint met de woorden "Niettegenstaande het eerste lid" moet ondergebracht worden in een nieuw tweede lid beginnend met de woorden: "Niettegenstaande het eerste lid, 1°". Het tweede en het derde lid, die het derde en het vierde lid worden, moeten beginnen met de woorden "Voor de toepassing van het eerste lid, 3°".

Artikel 13

De voorliggende bepaling regelt het juridische kader voor de verwerking van de persoonsgegevens die verstrekt worden overeenkomstig de ontworpen artikelen 9 tot 9/4 van de ordonnantie van 26 juli 2013.

Het ontworpen artikel 27/5 bepaalt dat de bevoegde autoriteit de gegevens die zij via automatische uitwisseling van inlichtingen heeft ontvangen "niet langer dan nodig is, maar in geen geval korter dan vijf jaar na de datum van ontvangst ervan" moet bewaren. Het gaat inderdaad om een omzetting van lid 3, ingevoegd in artikel 22 van richtlijn 2011/16/EU bij artikel 1, 11), van richtlijn 2023/2226/EU, waarin een minimale bewaringstermijn vastgesteld wordt.

³ *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling 60.

Volgens de commentaar bij de bepaling doet het voorgaande “geen afbreuk aan hetgeen reeds werd bepaald in het artikel 27/2 van de ordonnantie van 26 juli 2013”. Laatstgenoemd artikel luidt als volgt:

“De binnenlandse bevoegde autoriteit is de verwerkingsverantwoordelijke in de zin van artikel 4, 7), van de Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van richtlijn 95/46/EG, voor de verwerking van persoonsgegevens die noodzakelijk zijn voor de uitvoering van de bepalingen van deze ordonnantie.

Onverminderd hun noodzakelijke bewaring voor de latere verwerking met het oog op archivering in het algemeen belang, wetenschappelijk of historisch onderzoek of statistische doeleinden bedoeld in artikel 89 van de Verordening (EU) 2016/679 van 27 april 2016 van het Europees Parlement en de Raad betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van richtlijn 95/46/EG, worden de in het eerste lid bedoelde persoonsgegevens bewaard gedurende de strikt noodzakelijke duur voor de door deze ordonnantie beoogde doeleinden, met een maximale bewaartermijn die, een jaar na de verjaring van alle vorderingen die tot de bevoegdheid van de in het eerste lid bedoelde verwerkingsverantwoordelijke behoren, en in voorkomend geval, de definitieve beëindiging van de gerechtelijke, administratieve en buitengerechtelijke procedures en beroepen, die voortvloeien uit de verwerking van die gegevens, niet mag overschrijden.”

Het is de afdeling Wetgeving niet duidelijk hoe de twee bepalingen zich verhouden wat betreft het bepalen van de maximale bewaartermijn van de in het ontworpen artikel 27/5 vermelde gegevens.

Het dispositief moet herzien worden of bespreking van het artikel moet aangevuld worden om deze verhouding duidelijk te maken.

Artikel 15

Op een vraag over het toepassingsgebied van het ontworpen artikel 27/6, dat aan de bevoegde overheden van de andere lidstaten van de Europese Unie verplichtingen lijkt op te leggen, heeft de gemachtigde het volgende geantwoord:

“La transposition de l'article 1, 16), rendue obligatoire par l'article 2, 2) et 3), de la directive 2023/2226 nous semble essentielle, dans la mesure où :

– le nouvel article 27^{quater}, 1), prévoit une obligation générale de déclarer et de communiquer le numéro d'identification fiscale par l'État membre lorsque cela est expressément requis par la directive 2011/16/UE et ses annexes.

Il nous semble essentiel de le mentionner dans l'ordonnance du 26 juillet 2013. Cela s'inscrit également dans l'objectif de la directive 2023/2226 visant à accroître la disponibilité du numéro d'identification fiscale pour les autorités compétentes des États membres ;

– en ce qui concerne le nouvel article 27^{quater}, 3) et 4), l'article 2, 2), de la directive 2023/2226 dispose que : '[...] les États membres adoptent et publient, au plus tard le 31 décembre 2027, les dispositions législatives, réglementaires et administratives nécessaires pour se conformer à l'article 1^{er}, [...] point 16), de la présente directive en ce qui concerne l'article 27^{quater}, paragraphes 3 et 4, de la directive 2011/16/UE. Ils en informent immédiatement la Commission' ;

– en ce qui concerne le nouvel article 27^{quater}, 2), de la directive 2011/16/UE, l'article 2, 3), de la directive 2023/2226 dispose que : '[...] les États membres adoptent et publient, au plus tard le 31 décembre 2029, les dispositions législatives, réglementaires et administratives nécessaires pour se conformer à l'article 1, point 16), de la présente directive en ce qui concerne l'article 27^{quater}, paragraphe 2, de la directive 2011/16/UE. Ils en informent immédiatement la Commission'.

Afin d'éviter une sanction de la Commission européenne pour non-transposition de la directive 2023/2226, il a été décidé de transposer l'article 1, 16), de la directive 2023/2226 dans son intégralité pour la Région.

Après vérification, il y a toutefois une question qui se pose quant à la concordance des textes néerlandais et français de l'article 15.

S'agissant des trois premiers paragraphes, la version néerlandaise indique que l'autorité compétente doit faire mention du NIF dans le cadre de l'échange d'informations visé à chacun des trois premiers paragraphes. Il conviendra d'adapter la version française afin de spécifier cette obligation pesant dans le chef de l'autorité compétente.

Enfin, quant au paragraphe 4, le défaut de concordance se situe quant au sujet de l'obligation. Conformément à la version néerlandaise, il s'agit bien de l'autorité compétente qui devra inclure le NIF dans ses communications, et non chaque État membre. Il conviendra d'adapter ce point lors de la procédure législative."

Het ontworpen artikel 27/6 strekt tot omzetting van artikel 27^{quater} van richtlijn 2011/16/EU zoals ingevoegd bij richtlijn 2023/2226/EU. Laatstgenoemd artikel bepaalt het volgende:

"1. Elke lidstaat neemt de nodige maatregelen om te verplichten dat het door de lidstaat van verblijf afgegeven fiscaal identificatienummer van gerapporteerde natuurlijke personen of entiteiten door de rapporterende entiteit of rapporterende persoon wordt gerapporteerd en door elke lidstaat wordt verstrekt wanneer dat uitdrukkelijk vereist is op grond van en krachtens de artikelen van en de bijlagen bij deze richtlijn.

2. Voor belastingtijdvakken die ingaan op of na 1 januari 2030 neemt elke lidstaat de nodige maatregelen om te verplichten dat het door de lidstaat van verblijf afgegeven fiscaal identificatienummer van ingezetenen wordt gerapporteerd, indien mogelijk, met betrekking tot de in artikel 8, lid 1, eerste alinea, punten a), b) en d), bedoelde inlichtingen, voor zover het gaat om inkomsten- en vermogenscategorieën waarover zelfs bij gebreke van een fiscaal identificatienummer inlichtingen zouden zijn verstrekt.

3. Voor belastingtijdvakken die ingaan op of na 1 januari 2028 neemt elke lidstaat de nodige maatregelen om te verplichten dat het door de lidstaat van verblijf afgegeven fiscaal identificatienummer van personen en entiteiten wordt gerapporteerd, indien mogelijk, met betrekking tot de in artikel 8 *bis*, lid 6, punten a) en k), bedoelde inlichtingen, alsook dat van gerapporteerde personen en entiteiten ten aanzien van de in artikel 8 *bis bis*, lid 3, punt b), en artikel 8 *bis ter*, lid 14, punt h), bedoelde inlichtingen.

4. Voor belastingtijdvakken die ingaan op of na 1 januari 2028 vermeldt elke lidstaat, indien dat van de bevoegde autoriteit van de lidstaat is verkregen, het door de lidstaat van verblijf afgegeven fiscaal identificatienummer van personen en entiteiten, bij de verstrekking van de in artikel 8 *bis*, lid 6, punten a) en k), bedoelde inlichtingen, alsook dat van de gerapporteerde personen en entiteiten bij de verstrekking van de in artikel 8 *bis bis*, lid 3, punt b), en artikel 8 *bis ter*, lid 14, punt h), bedoelde inlichtingen.”

Er kan weliswaar worden aangenomen dat er op instellingen naar Belgisch recht verplichtingen rusten op basis van artikel 27*quater* van richtlijn 2011/16/EU, maar het staat niet aan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest om aan andere staten of aan door hen opgerichte instellingen verplichtingen op te leggen.

De bepaling moet aldus herzien worden dat enkel aan Belgische overheden en instellingen verplichtingen opgelegd worden, en dit binnen de grenzen van de aan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest toegewezen bevoegdheden.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Bernard BLERO